



Site de Courbevoie
12 rue du Sergent Bobillot
92400 Courbevoie

Courbevoie, vendredi 24 août 2018

Référence **Réponse de CELEST à la consultation publique N° 2018-010 du 11 juillet 2018 relative aux de commercialisation des stockages de gaz naturel à compter d'octobre 2018**

Réponse *non confidentielle* transmise par courrier électronique à l'adresse suivante dr.cp6@cre.fr.

Madame, Monsieur,

Vous voudrez bien trouver ci-après notre contribution à la consultation publique organisée par la CRE, relative aux modalités de commercialisation des stockages de gaz naturel à compter d'octobre 2018.

En tant qu'opérateurs de deux centrales à cycle combiné gaz (CCCG) nouvellement construites en France (situées à Pont-sur Sambre et à Toul), nous sommes pleinement en accord avec toute mesure susceptible d'améliorer la liquidité et la sécurité du système gazier français. Cependant, nous restons très vigilants quant à la compétitivité de nos installations, qui constituent des infrastructures énergétiques importantes pour le système électrique français, représentant ensemble 825 MW de capacité disponible.

Les modalités de commercialisation des stockages de gaz naturel envisagées pour 2019-2020 et les années suivantes nous paraissent globalement positives, mais leur impact sur les prix de marché reste une vraie préoccupation en ce qui nous concerne. En effet, nous menons une politique active de couverture du *spark-spread* (écart entre prix de l'électricité et coût du gaz et du CO2), sur ces trois marchés aux logiques souvent dé-corrélées. Nous sommes donc exposés à des mouvements de marché intempestifs sur l'un de ces marchés, surtout si de tels mouvements sont spécifiques au marché français.

Dans ce sens, la commercialisation des capacités 2018-2019, effectuée sur le seul mois de mars dernier, a eu un impact significatif sur les prix de marché du gaz, dont l'analyse nécessite d'aller plus loin que celle du seul *spread* été-hiver au PEG, comparé aux autres hubs européens. Nous considérons que la limitation du volume commercialisé par jour d'enchère (que la CRE propose de réduire de 15 TWh à 10 TWh) devrait être doublée de la possibilité pour la CRE de suspendre, ou de reporter, des enchères en cas d'épisodes de tension sur les marchés. Cela rentre pleinement dans le rôle de la CRE de « *veiller au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz en France, au bénéfice des consommateurs finals et en cohérence avec les objectifs de la politique énergétique* ».



Site de Courbevoie
12 rue du Sergent Bobillot
92400 Courbevoie

Vous trouverez ci-dessous nos réponses détaillées aux questions de la consultation concernant l'impact des enchères sur les prix de marché du gaz.

Qui sommes-nous ?

CELEST est la marque commerciale des sociétés Pont-Sur-Sambre Power SAS et Toul Power SAS :

Pont-sur-Sambre Power SAS est le propriétaire et l'opérateur de la centrale à cycle combiné de 412 MW de capacité installée située à Pont-sur-Sambre, à proximité de la ville de Maubeuge. Cette centrale est en service depuis septembre 2009.

Toul Power SAS est le propriétaire et l'opérateur de la centrale à cycle combiné de 413 MW de capacité installée située dans la zone industrielle « Croix de Metz », à proximité de la ville de Toul. Cette centrale est en service depuis décembre 2012.

Réponse aux questions :

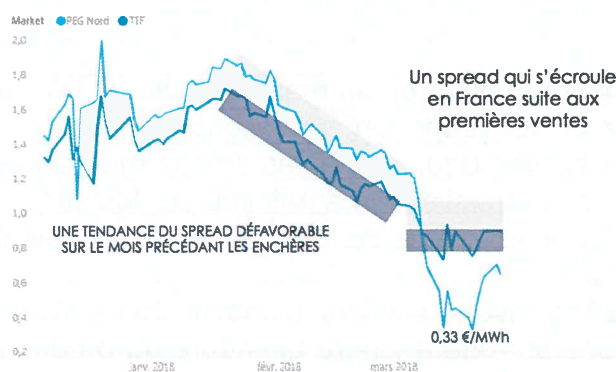
Question 1 : Quels enseignements tirez-vous du retour d'expérience sur les enchères de mars 2018 ?

Les enchères qui se sont déroulées du 5 au 26 mars 2018 ont permis de vendre la quasi-totalité des capacités pour l'année de stockage 2018-2019. Néanmoins, compte tenu des délais contraints de mise en œuvre de la réforme du stockage, l'ensemble des capacités a dû être commercialisé sur un laps de temps resserré. A la fin des enchères, un effondrement du *spread* été-hiver a pu être observé sur les marchés, plus fort au PEG Nord que celui observé dans le même temps au TTF, dû en partie à la commercialisation de beaucoup de capacités dans un temps resserré.

Cela apparaît clairement sur les graphiques présentés en Concertation :

III REX sur la commercialisation 2018

Des conditions de marché défavorables...



TERÉGA

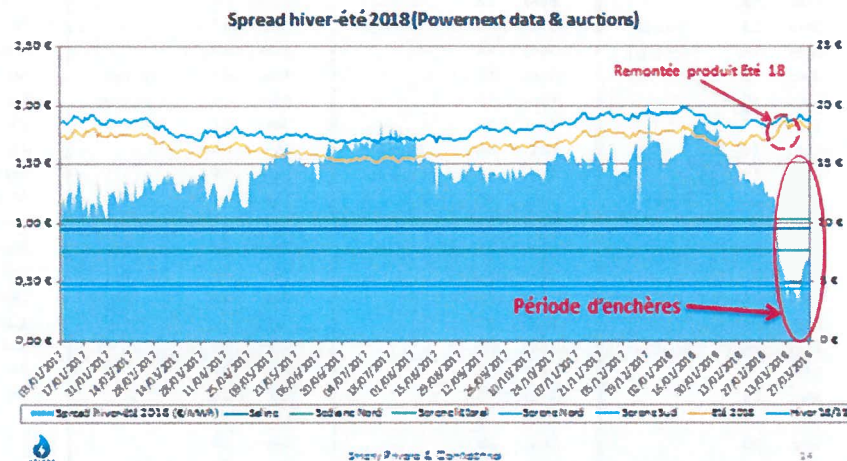
CONCERTATION STOCKAGE #1

storengy

Cependant, il est intéressant d'analyser les prix sous-jacents au calcul du *spread* été-hiver. Ce que l'on en retient est une remontée notable des prix « été » 2018, due à la forte (et soudaine) demande de gaz à injecter pour des souscriptions de stockage nettement supérieures aux années précédentes. Par contre, les prix « hiver » 2018-2019 n'ont pratiquement pas été affectés :

6. Mise en perspective Spread été-hiver vs. prix enchères

Chute du spread hiver-été pendant les enchères de stockage due à la remontée du produit été 2018





Site de Courbevoie
12 rue du Sergent Bobillot
92400 Courbevoie

Un tel comportement de marché, pour un acteur tel qu'une CCCG, est extrêmement préoccupant, au moment où des couvertures du spark spread pour l'été 2018 pouvait être mises en place.

Question 13 : Etes-vous favorable au calendrier d'enchères proposé pour les capacités 2019-2020 ?

Teréga et Storengy proposent qu'un maximum de 15 TWh s'applique par jour d'enchère, hors stockage de gaz B. Ils proposent une commercialisation des capacités 2019-2020 entre novembre et février, avec deux semaines de commercialisation de 3 jours, du mardi au jeudi, chaque mois. La commercialisation aurait lieu sur les semaines 46, 47, 50 et 51 de 2018 et 3, 4, 7 et 8 de 2019. Les enchères de Teréga se dérouleraient le mardi et celles de Storengy le mercredi et le jeudi.

En cas de capacités invendues lors d'une enchère, ils proposent de pouvoir reporter ces capacités invendues sur une enchère ultérieure du produit prévue le mois M, en informant le marché au plus tard le 25 du mois M-1.

Le calendrier proposé pour la commercialisation des capacités 2019-2020 est présenté ci-dessous :

nov-18		déc-18		janv-19		févr-19	
Jeu	1	Sam	1	Mar	1	Ven	1
Ven	2	Dim	2	Mer	2	Sam	2
Sam	3	Lun	3	Jeu	3	Dim	3
Dim	4	Mar	4	Ven	4	Lun	4
Lun	5	Mer	5	Sam	5	Mar	5
Mar	6	Jeu	6	Dim	6	Mer	6
Mer	7	Ven	7	Lun	7	Jeu	7
Jeu	8	Sam	8	Mar	8	Ven	8
Ven	9	Dim	9	Mer	9	Sam	9
Sam	10	Lun	10	Jeu	10	Dim	10
Dim	11	Mar	11	Ven	11	Lun	11
Lun	12	Mer	12	Sam	12	Mar	12
Mar	13	Jeu	13	Dim	13	Mer	13
Mer	14	Ven	14	Lun	14	Jeu	14
Jeu	15	Sam	15	Mar	15	Ven	15
Ven	16	Dim	16	Mer	16	Sam	16
Sam	17	Lun	17	Jeu	17	Dim	17
Dim	18	Mar	18	Ven	18	Lun	18
Lun	19	Mer	19	Sam	19	Mar	19
Mar	20	Jeu	20	Dim	20	Mer	20
Mer	21	Ven	21	Lun	21	Jeu	21
Jeu	22	Sam	22	Mar	22	Ven	22
Ven	23	Dim	23	Mer	23	Sam	23
Sam	24	Lun	24	Jeu	24	Dim	24
Dim	25	Mar	25	Ven	25	Lun	25
Lun	26	Mer	26	Sam	26	Mar	26
Mar	27	Jeu	27	Dim	27	Mer	27
Mer	28	Ven	28	Lun	28	Jeu	28
Jeu	29	Sam	29	Mar	29		
Ven	30	Dim	30	Mer	30		
		Lun	31	Jeu	31		



Site de Courbevoie
12 rue du Sergent Bobillot
92400 Courbevoie

La CRE est, à ce stade, favorable à ce calendrier et à la date de publication au plus tard le 15 octobre des produits standard, avec les quantités, commercialisés par enchère. En revanche, elle trouve la limite de 15 TWh par jour, soit 45 TWh par semaine, trop élevée. La CRE considère que de tels volumes sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur les prix de marché. Elle envisage en conséquence à ce stade de limiter la commercialisation à 10 TWh par jour, hors stockage de gaz B.

Pour notre part, nous constatons qu'avec un niveau de capacités commercialisées comparable à celui de cette année (113 TWh), sur 8 semaines de commercialisation (de 3 jours chacune), le volume moyen commercialisé par semaine serait de 14 TWh. Abaisser le volume commercialisé par jour en dessous des 10 TWh préconisés par la CRE serait donc tout à fait possible. *Sans aller jusqu'à l'abaisser à 5 TWh, nous proposons de le ramener de 15 à 7,5 TWh (-50%).*

Question 14 : Etes-vous favorable à la fixation du calendrier annuel des enchères à compter du 1er mars 2019 ?

Teréga et Storengy souhaitent que le calendrier des enchères à compter du 1er mars 2019 soit défini afin de donner la plus grande lisibilité aux acteurs de marché et d'encourager ainsi leur participation aux enchères. Les opérateurs proposent que les capacités soient commercialisées lors de guichets annuels, en appliquant les règles suivantes :

- un seul produit par créneau d'enchère (comme lors des enchères de mars 2018) ;
- maximum 15 TWh par jour d'enchères, par échéance et par type de gaz.

La CRE considère qu'il est nécessaire d'éviter une trop forte concentration des ventes qui pourrait avoir des conséquences sur les prix de marché, et est donc favorable à ce qu'un calendrier annuel des enchères soit fixé à l'avance, en précisant quelles seront les semaines d'enchères.

Pour notre part, nous redoutons qu'un calendrier de commercialisation rigide puisse créer de nouveau des situations où les enchères pourraient avoir un impact significatif sur les prix de marché. C'est pourquoi nous demandons que la CRE ait la possibilité de suspendre, ou de reporter, des enchères en cas d'épisodes de tension sur les marchés. Cela rentre pleinement dans le rôle de la CRE de « *veiller au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz en France, au bénéfice des consommateurs finals et en cohérence avec les objectifs de la politique énergétique* ».



CELEST

Site de Courbevoie
12 rue du Sergent Bobillot
92400 Courbevoie

Question 15 : Etes-vous favorable à la limite de 10 TWh au total par jour d'enchères, hors stockage de gaz B (Commercialisation à compter du 1er mars 2019) ?

La CRE considère que la limite de 15 TWh par jour, soit 45 TWh par semaine (avec 3 jours par semaine), semble trop élevée. La CRE considère que de tels volumes sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur les prix de marché. Elle envisage en conséquence à ce stade de limiter la commercialisation à 10 TWh par jour, hors stockage de gaz B, et sans distinction par échéance.

Pour notre part, nous considérons que, même abaissé de 15 TWh à 10 TWh, le plafond de commercialisation journalier reste trop élevé. Le niveau de capacités à commercialiser pour les années futures étant amené à baisser, ramener le volume commercialisé par jour à un niveau de l'ordre de 5 TWh à terme devrait être prévu. *Nous proposons d'atteindre ce niveau au plus tard en 2023, lorsque la liste des 11 infrastructures de stockage en fonctionnement « pourrait être réduite d'une capacité de soutirage correspondant à 140 GWh/j », selon des déclarations récentes de la DGEC.*

Je vous souhaite bonne réception de nos réponses.

Je vous prie de recevoir, Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Antonio Haya

Président